


De : François Nicolas <fnicos@ens.fr>
Objet : **REPRISE - Qui-vive (29 août 2009)**
Date : 29 août 2009 09:18:02 HAEC

 14 pièces jointes, 1,3 Mo

Je reprends ma "veille" politique et renoue avec ce "qui-vive" quotidien, envoyé depuis janvier 2009 aux amis de l'Idée d'une nouvelle politique émancipatrice.

Je reprends cette formule "faute de mieux".

À tout le moins, elle me semble préférable à celle d'un blog: je tiens au caractère éphémère et nommément adressé de courriels, pointant dans l'actualité plutôt que la commentant.

L'avenir politique s'annonce durablement sombre.

Il s'agit ici de faire lucidement face aux troubles que cet avenir préfigure.

Il s'agit, ce faisant, d'encourager, point par point, la résistance de chacun (s'il est vrai que l'idée de résistance, quelles qu'en soient les limites, semble pour le moment la mieux à même de caractériser notre disposition dans ce temps : "Résister, c'est la loi de l'existence" clamaient les manifestations pour Gaza).

François Nicolas

P.S. En direction de ceux qui auraient quelque difficulté technique à les lire dans le détail (échanges MAC-PC obligent), je doublerai chacun de ces courriels d'une version pdf téléchargeable sur le site [Egalité '68](http://www.egalite68.fr).

Voir, pour ce courriel l'adresse suivante : <http://www.egalite68.fr/Qui-vive/29-08-09.pdf>

QUELQUES POINTS RÉCENTS :

- Un ami belge
- Iran
- Une initiative intéressante
- Des soutiens de poids au boycott d'Israël
- Usines
- Crise économique
- Perte

<http://www.egalite68.fr/Qui-vive/29-08-09.pdf>

*

UN AMI BELGE à qui l'on fait durement payer sa résistance courageuse. Comme quoi, résister implique d'indéniables risques...



Un prof privé de cours en prison

DORZEE, HUGUES
Samedi 22 août 2009

Justice Un enseignant et militant victime de ses convictions politiques ?

Récit

Luk Vervae, 57 ans, est enseignant. Mais son école, désormais, c'est la prison. Depuis cinq ans, il dispense des cours de néerlandais aux détenus du centre pénitentiaire de Saint-Gilles. « *Un travail social et professionnel qui me tient fort à cœur* », explique ce Flamand de souche, installé à Bruxelles.

Le 10 août dernier, l'association bruxelloise qui l'emploie a reçu un appel du SPF Justice leur annonçant que Luc était désormais *persona non grata* à Saint-Gilles et dans toutes les 33 prisons du pays. « *Du jour au lendemain, sans la moindre explication, c'est incompréhensible* », réagit l'enseignant.

Sept jours plus tard, le 17 août, le directeur général de l'administration pénitentiaire, Hans Meuriss, adresse alors un courrier laconique à son employeur dans lequel il écrit : « *Madame, Monsieur, nous vous informons qu'à partir de ce jour, Monsieur Luk Vervae, actif au sein de votre organisation, ne sera plus autorisé d'accès au sein des établissements pénitentiaires belges pour des raisons de sécurité.* »

Certes, Luk Vervae est un enseignant et citoyen engagé. Il tient un blogue, signe des textes d'opinion dans les journaux, milite en faveur de la Palestine, des droits de l'homme... mais de là à en faire un problème « de sécurité » : « *J'ai travaillé à Nivelles autrefois. Je fais correctement mon travail. Le contact avec les détenus, les gardiens et la direction sont bons. C'est insensé.* »

L'enseignant a consulté un avocat. Qui va écrire à l'administration. Avant d'entamer une procédure judiciaire en référé. « *Je n'ai reçu aucune information en direct. Je n'ai pas eu le droit de faire valoir mon point de vue. Je ne peux tolérer cette mesure unilatérale* », dénonce Vervae.

A la prison de Saint-Gilles, silence radio. On renvoie le dossier à l'administration centrale. Là, même mutisme : « *Nous ne commentons pas les dossiers individuels*, explique Laurent Sempot, attaché de communication à la direction générale EPI. *Mais les raisons sont forcément fondées.* »

Luk Vervae, comme les centaines d'enseignants, formateurs, visiteurs bénévoles et conseillers religieux ou laïques autorisés à fréquenter les 33 prisons du royaume, a fait l'objet d'un « screening » de la part des autorités. L'intéressé l'assure : son casier judiciaire et son certificat de bonne vie et mœurs sont sans tache. Mais ses écrits (sur la surpopulation, sur les conditions de détention...), eux, sont engagés. « *La liberté d'expression est un droit !* », rappelle Luk.

« *Par les temps qui courent, ça ne doit pas plaire à tout le monde*, assure un membre de l'administration. *Depuis les évasions, tout le monde est à cran.* »

Privation de liberté de détenus « à risque », mesures coercitives, consignes de sécurité renforcées... « *On resserre les boulons, c'est clair. L'image du département a souffert pendant l'été* », ajoute un observateur.

Vervae, un prof victime de ce climat estival ? « *Nous n'avons absolument pas changé notre politique vis-à-vis des extérieurs* », dit-on à l'administration. Sans justifier pour autant cette mystérieuse éviction « *pour raisons de sécurité.* »

IRAN

La guerre de l'Occident contre l'Iran se prépare idéologiquement.

Une sinistre prévision, qui semble malheureusement crédible: "échanger" la reconnaissance d'un État palestinien croupion avec une attaque militaire contre l'Iran!

NEWS: ISRAËL IRAN - LA MÉTHODE ISRAËLIENNE POUR RÉSOUDRE LA QUESTION DU NUCLÉAIRE IRANIEN EST PLUS HASARDEUSE ET VIOLENTE QUE CELLE IMAGINÉE PAR L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE

SASTRETAMPON.com    **Tarifs Internet ! Paiement sécurisé Conseils**
Créez votre tampon en ligne, recevez-le sous 48H!  www.sastretamp.com Commentaires - Annonces Google



Rubrique:
Publié le 24 août 2009 à 06:46

Un excellent article est paru dans le magazine Slate aux Etats-Unis sur l'éventuel bombardement de l'Iran par Israël. IsraelValley n'en présente qu'un extrait.

Slate.fr : "Les parallèles entre l'ascension fulgurante d'Israël au rang de satellite des Etats-Unis et la montée en puissance de l'Iran constituent pour l'Etat hébreu une raison supplémentaire d'agir, et d'agir vite.

Le fait que l'Iran soit de plus en plus courtisé inquiète les Israéliens non seulement à cause des propos peu amènes tenus par les dirigeants de ce pays, mais surtout parce que tout rapprochement entre les Etats-Unis et l'Iran menace la «relation privilégiée» entre la superpuissance et son allié.

Si on peut penser que l'Amérique mettrait Israël et l'Iran en concurrence afin de tirer le plus de bénéfices possibles de ses relations avec chacun d'eux, on ne voit pas comment les Etats-Unis pourraient contenter les deux pays indéfiniment.

Il est par contre tout à fait envisageable que l'Iran, très influent en Afghanistan et en Irak et maître du Hezbollah et du Hamas, devienne un jour le nouveau partenaire «privilégié» des Etats-Unis.

Bombarder l'Iran est donc le meilleur moyen pour Israël de redevenir le forcené imprévisible qui attira l'attention des Etats-Unis à partir de 1967, tout en éliminant l'Iran de la liste des partenaires valables pour les Américains. Certes, cela revient à abattre l'autre fille pour garder votre petit ami, mais cela prouve seulement que les relations internationales n'ont pas grand-chose à voir avec les relations humaines.

D'autant qu'en l'occurrence, cela pourrait très bien marcher. Privé de son programme nucléaire et incapable de riposter de manière conventionnelle, l'Iran apparaîtrait comme un tigre de papier, pour le plus grand plaisir des Etats sunnites du Golfe, tous alliés des Américains. Bénéfice supplémentaire, les satellites de l'Iran, comme la Syrie et le Hamas, ne pourraient que prendre leurs distances avec des Perses humiliés, dont tout le monde pourrait voir les installations nucléaires détruites sur Google Earth.

Le seul véritable problème pour Israël serait la réaction de Washington face à la colère de l'opinion publique dans les pays arabes et en Europe, qui ne manqueraient pas d'exprimer leur profonde indignation. Le prix à payer serait alors évident : la

création d'un Etat palestinien. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre de la Défense Ehoud Barak estiment que cela représenterait un danger réel pour Israël. Mais ils ont également conscience du caractère inévitable de l'établissement d'un tel Etat.

Et à bien y réfléchir, l'idée selon laquelle le prix à payer pour pouvoir attaquer l'Iran serait la création d'un Etat palestinien légitime encore davantage une telle prise de risque. Les dirigeants israéliens savent que les bénéfices liés au retrait de Cisjordanie dépendent largement des conditions de ce retrait. A ce titre, il est impératif qu'Israël cède ce territoire de son plein gré, après avoir fait la démonstration indiscutable de sa force. Ariel Sharon a pu retirer les troupes de Gaza parce qu'il avait vaincu Arafat et écrasé la deuxième intifada. Tout aussi pressés de se débarrasser de territoires qui posent de graves problèmes diplomatiques et démographiques, les successeurs de Sharon n'ont pas encore réussi à produire une victoire suffisamment éclatante pour légitimer un retrait de Cisjordanie. D'autant que leur pire cauchemar serait de voir l'armée israélienne contrainte de quitter Naplouse et Hébron sous les huées de militants du Hamas, organisation soutenue par... l'Iran. Dans cette optique, le caractère inévitable de la création d'un Etat palestinien devient le meilleur argument en faveur du caractère inévitable d'une attaque contre l'Iran.

Réduire à néant le programme nucléaire de Téhéran apparaît ainsi comme le meilleur moyen de mettre un coup d'arrêt à l'enchaînement des reculades territoriales et des condamnations internationales qui minent de plus en plus l'Etat hébreu, et de renouer avec les brillantes victoires militaires qui ont donné à Israël sa place aux côtés des Américains. Détruire un nombre suffisant de centrifugeuses mettrait également fin, pour un temps, aux ambitions iraniennes dans la région et éliminerait le seul rival potentiel d'Israël dans la course aux faveurs américaines. Enfin, cela permettrait à l'Etat hébreu, grâce à la création d'un Etat palestinien, de sortir par le haut du borbier cisjordanien.

Certes, la méthode israélienne pour résoudre la question du nucléaire iranien et ramener la paix au Moyen-Orient est plus hasardeuse et violente que celle imaginée par l'administration américaine, avec des sanctions et l'évocation du second prénom de Barack Obama.

Mais qui pourrait rejeter d'emblée l'idée d'échanger la bombe iranienne contre un Etat palestinien ? L'Arabie Saoudite serait contente. L'Egypte serait contente. Le Bahreïn, les Emirats Arabes Unis et le Koweït seraient contents. La Jordanie serait contente. L'Irak serait content. Les deux tiers des Libanais seraient contents. Les Palestiniens pourraient construire leur pays et Israël s'offrirait plusieurs décennies de tranquillité en restant la seule puissance nucléaire de la région.

L'Iran ne serait pas content. Mais la paix exige des sacrifices, non ?"

Article de David Samuels
Traduit par Sylvestre Meiningier

Source: [David Samuels dans Slate.fr \(http://www.slate.fr/story/3825/isra%C3%ABl-bombardera-liran\)](http://www.slate.fr/story/3825/isra%C3%ABl-bombardera-liran)

UNE INITIATIVE INTÉRESSANTE

1er janvier 2010 : une date à retenir !

Des militants américains, dont le Pr. Norman Finkelstein, projettent une grande marche internationale pour rompre le siège de Gaza.

"En avant vers la victoire !

BEYROUTH – Un ensemble de militants appartenant à diverses associations de solidarité avec les Palestiniens sont en train de préparer une marche internationale vers Gaza, dans l'intention de mettre fin au blocus du territoire. Cet événement a pour objectif d'amener des milliers de manifestants du monde entier à marcher aux côtés des Gazaouis et d'ouvrir une brèche dans le blocus imposé à la population depuis l'élection du Hamas en 2006.

« Cette marche s'inspire du Mahatma Gandhi » indiquait un projet de déclaration des principes et des finalités rédigé par la 'Coalition pour mettre fin au siège illégal de Gaza', document que s'est procuré le Daily Star. « Ceux d'entre nous qui résident aux Etats-Unis s'inspirent aussi du mouvement des Droits civiques », ajoutait-il.

La déclaration esquisse également des plans pour la marche, qui se tiendra le 1er Janvier 2010. « Nous parcourerons le Long Mille à travers le poste de contrôle d'Erez aux côtés du peuple de Gaza dans une démonstration non violente qui rompt le blocus illégal » ; il ajoute : « Nous concevons cette marche comme le premier pas d'une campagne durable et non violente... Si nous amenons des milliers de gens à Gaza, et des millions d'autres à travers le monde à suivre la marche sur internet, nous pouvons mettre fin au siège sans qu'une goutte de sang soit versée ».

Le Professeur Norman Finkelstein, analyste politique et auteur de plusieurs ouvrages sur le conflit israélo-palestinien, est l'un des organisateurs de la marche. « Nous voulons envoyer là-bas plusieurs milliers de gens du monde entier, pour marcher aux côtés de plusieurs centaines de milliers de Gazaouis », a-t-il déclaré au Daily Star.

Finkelstein espère que de grands nombres de militants internationaux et de dirigeants prendront part à la marche, avec pour résultat d'empêcher une riposte violente des autorités israéliennes. « Si des personnalités telles que Jimmy Carter, Noam Chomsky, l'évêque Desmond Tutu et Nelson Mandela se trouvent en tête de la marche s'ils sont suivis des étudiants portant haut les emblèmes des écoles au nom desquelles ils saluent – Harvard, Yale, Princeton, Oxford, Cambridge ; si, derrière eux se trouvent les malades et les handicapés, les jeunes et les innocents de Gaza ; si derrière eux encore d'autres suivent par centaines de milliers, sans armes et sans peur, dans le seul désir de faire respecter la loi ; si, à travers le monde, des centaines de milliers de gens regardent sur internet ce qui se passe – alors Israël ne peut pas tirer » dit-il.

« La première réunion organisationnelle de la coalition est fixée au 13 juillet », ajoute Finkelstein. « Nous espérons à cette occasion mettre en place une formule d'entente sur un comité de pilotage. Pour le moment, le groupe de travail est constitué de personnes appartenant à des associations, telle que CodePink, qui ont été actives autour du conflit israélo-palestinien ».

En préparation de la marche, des membres de la coalition contactent maintenant à travers le monde des groupes de solidarité avec les Palestiniens."

Richard Hall

The Daily Star 1er juillet 2009

Voir le site : www.normanfinkelstein.com

Contacts pour la marche : alan.stolterov@gmail.com

DES SOUTIENS DE POIDS AU BOYCOTT D'ISRAËL

UJFP - Union Juive Française pour la Paix

[Boycottez Israël par Neve Gordon](#)

Boycott

Posté par:

Posté le : 25.08.2009

Un Israélien arrive à la conclusion douloureuse que c'est le seul moyen de sauver son pays.

Par Neve Gordon

Editorial d'opinion- Los Angeles Times

20 août 2009

<http://www.latimes.com/news/opinion/commentary/la-oe-gordon20-2009aug20,0,1126906.story>

Cet été, les journaux israéliens sont pleins d'articles coléreux sur la montée d'un boycott international d'Israël. Des films ont été retirés de festivals israéliens du film, Leonard Cohen est sous un feu mondial contre sa décision de jouer à Tel Aviv, et Oxfam a rompu les liens avec une porte-parole célèbre, une actrice Britannique qui fait aussi l'article pour des cosmétiques produits dans les territoires occupés. Clairement, la campagne pour utiliser les tactiques qui ont aidé à abolir la pratique de l'Apartheid en Afrique du Sud attire beaucoup de gens dans le monde.

Sans surprise, beaucoup d'Israéliens – même des pacifistes – n'y adhèrent pas. Un boycott international ne peut s'empêcher de porter des échos d'antisémitisme. Il pose aussi des questions sur un double standard (pourquoi ne pas boycotter la Chine pour ses violations évidentes des droits de l'homme ?) et sur l'attitude apparemment contradictoire d'approuver un boycott de sa propre nation.

Il n'est effectivement pas facile pour moi, comme citoyen israélien, d'appeler les gouvernements étrangers, les autorités régionales, les mouvements sociaux internationaux, les organisations croyantes, les syndicats et les citoyens à suspendre la coopération avec Israël. Mais à présent, alors que je regarde mes deux garçons jouer dans la cour, je suis convaincu que c'est le seul moyen de sauver Israël de lui-même.

Je dis ceci parce qu'Israël a atteint un carrefour historique, et les temps de crise appellent des mesures extraordinaires. Je dis ceci en tant que Juif qui a choisi d'élever ses enfants en Israël, qui a été un membre du camp de la paix israélien pendant près de 30 ans et qui est très angoissé sur le futur du pays.

Etat d'Apartheid, c'est la façon la plus juste de décrire Israël aujourd'hui. Pendant plus de 42 ans, Israël a contrôlé le sol de la vallée du Jourdain à la Méditerranée. Dans cette région habitent environ 6 millions de Juifs et près de 5 millions de Palestiniens. De cela, 3,5 millions de Palestiniens et près d'un-demi million de Juifs vivent dans les zones occupées par Israël en 1967, et alors que ces deux groupes vivent dans la même région, ils sont pourtant soumis à deux systèmes légaux totalement différents. Les Palestiniens sont sans Etat et dépourvus des droits humains les plus élémentaires. Contraste aigu, tous les Juifs – qu'ils vivent dans les territoires occupés ou en Israël – sont des citoyens de l'Etat d'Israël.

La question qui me tient éveillé la nuit, comme parent et comme citoyen, est comment assurer que

mes deux enfants et les enfants de mes voisins Palestiniens ne grandissent pas dans un régime d'Apartheid.

Il n'y a que deux manières morales d'y parvenir.

La première est la solution par un Etat : offrir la citoyenneté à tous les Palestiniens et établir ainsi une démocratie binationale dans toute la région contrôlée par Israël. Vue la démographie, ceci reviendrait au décès d'Israël comme Etat juif ; pour la plupart des Israéliens, c'est l'anathème.

La deuxième façon de finir notre Apartheid est par la solution par deux Etats, qui implique le retrait d'Israël sur ses frontières d'avant 1967 (avec des échanges de terres 1 pour 1 possibles), la division de Jérusalem, et une reconnaissance du droit palestinien au retour à la condition que seul un nombre limité des 4,5 millions de réfugiés Palestiniens seraient admis en Israël, alors que le reste pourrait revenir dans le nouvel Etat palestinien.

Géographiquement, la solution par un Etat semble bien plus faisable parce que les Juifs et les Palestiniens sont déjà complètement emmêlés ; en vérité, « sur le terrain », la solution par un Etat (sous sa version d'Apartheid) est une réalité.

Idéologiquement, la solution par deux Etats est plus réaliste parce que moins de 1% des Juifs, et une minorité des Palestiniens, soutiennent le binationalisme.

Actuellement, malgré les difficultés concrètes, il est plus sensé de toucher aux réalités géographiques aux réalités idéologiques. Si dans le futur les deux peuples décident de partager un Etat, ils peuvent le faire, mais actuellement ce n'est pas une chose qu'ils veulent.

Alors, si la solution par deux Etats est le moyen de stopper l'Etat d'Apartheid, comment peut-on y parvenir ?

Je suis convaincu que les pressions extérieures sont la seule réponse. Au cours des trois dernières décennies, le nombre des colons Juifs des territoires occupés a terriblement augmenté. Le mythe du

Jérusalem unifié a conduit à la création d'une ville d'Apartheid où les Palestiniens ne sont pas citoyens et manquent des services de base. Le camp de la paix israélien s'est réduit progressivement si bien qu'à présent il est presque inexistant, et la politique israélienne va de plus en plus vers l'extrême droite.

Pour moi, il est clair par conséquent que le seul moyen de contrer la tendance vers l'Apartheid est par une pression internationale massive. Les mots et les condamnations de l'administration Obama et de l'Union Européenne n'ont donné aucun résultat, pas même un gel de la colonisation, sans parler d'une décision de se retirer des territoires occupés.

Par conséquent j'ai décidé de soutenir le mouvement Boycott, Désinvestissements Sanctions lancé par des militants Palestiniens en juillet 2005, et qui a rassemblé depuis un large soutien autour du monde. L'objectif est de garantir qu'Israël respecte ses obligations sous la loi internationale et que les Palestiniens reçoivent le droit à l'auto-détermination.

A Bilbao (Espagne) en 2008, une coalition d'organisations du monde entier a formulé la Campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions en 10 points
<http://www.bdsmovement.net/?q=node/213>

destinée à faire pression sur Israël d'une façon « graduelle et à long terme, adaptée au contexte et aux moyens ». Par exemple, l'effort commence par les sanctions sur, et le désinvestissement, des firmes israéliennes qui opèrent dans les territoires occupés, suivies par des actions contre ceux qui aident à maintenir et à renforcer visiblement l'occupation. Sur des voies parallèles, les artistes venant en Israël pour attirer l'attention sur l'occupation sont bienvenus, ceux qui ne veulent que se montrer ne le sont pas.

Rien d'autre n'a marché. Mettre une pression internationale massive sur Israël, c'est le seul moyen de garantir que la prochaine génération d'Israéliens et de Palestiniens – mes deux fils parmi eux – ne grandissent pas dans un régime d'Apartheid.

Neve Gordon a publié « Israel's Occupation » et enseigne la politique à l'Université Ben Gourion du Neguev (Naqab) à Beersheba (Bir As-Sab), Israël.

Desmond Tutu appelle au boycott d'Israël

L'archevêque sud-africain Desmond Tutu, a dénoncé hier le fait qu'Israël fasse "payer aux Palestiniens le prix de l'Holocauste" et arappelé que "Pas plus que l'Afrique du Sud, Israël n'obtiendrait la sécurité par les armes, mais seulement à condition de reconnaître et respecter tous les droits de l'homme ».

Dans une interview au quotidien Haaretz, le prix Nobel de la Paix répondait aux propos de Netanyahu qui, de passage à Berlin, a justifié une fois de plus la politique israélienne par l'holocauste.

Desmond Tutu en a profité pour approuver les récents propos de l'opposant israélien Neve Gordon, en faveur du boycott de son pays.

Il a rappelé la nécessité de sanctions contre Israël, et l'importance particulière du boycott sportif, ainsi que son efficacité pour combattre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. *« Comme nous vivions dans un pays entiché de sport, cela a permis de toucher les gens ordinaires. Cela a été l'un des outils psychologiques les plus puissants ».*

Il a également souligné la *"nécessité de frapper le régime d'apartheid au portefeuille, comme cela a été le cas en Afrique du Sud avec l'embargo sur les armes et le boycott économique."*

Ce sont, a-t-il déclaré, ces sanctions qui ont "donné de l'espoir à notre peuple en lui montrant que le monde s'en souciait".

Lors de sa visite au village de Bil'in où se tiennent chaque semaine des manifestations contre le mur, il a fait le parallèle avec l'Afrique du sud "du temps où nous devions passer les check-points et où nous étions à la merci de l'arbitraire le plus total des policiers », tout en soulignant : « Toutefois, nous ne subissons pas de châtements collectifs, tels que les démolitions de maisons sous prétexte que l'un de ses habitants soit soupçonné de 'terrorisme' ».

L'archevêque Desmond Tutu a également accusé les organisations juives aux États-Unis, "d'intimider tous ceux qui critiquent l'occupation en les qualifiant d'antisémites". Il a rappelé comment ces lobbies avaient fait annuler ses interventions dans les universités américaines.

<http://www.haaretz.co.il/hasen/spages/1110762.html>

CAPJPO-EuroPalestine

publié le vendredi 28 août 2009

Article imprimé à partir du site de

USINES

Serta : des bonbonnes de gaz pour «maintenir la pression»

[| Réagir](#)

25.08.2009, 19h59 | Mise à jour : 20h50

Les salariés de l'entreprise de transport Serta en redressement judiciaire, [qui avaient menacé de déverser des produits toxiques dans un affluent de la Seine](#) avant de [renoncer lundi à ce projet](#), ont placé ce mardi quelques bonbonnes de gaz sous des camions «pour maintenir la pression». «Nous attendons la décision du tribunal et la nomination d'un médiateur», a expliqué Jean-Pierre Villemin, délégué CFDT au dépôt Serta de La Vaupalière, près de [Rouen](#). Le site de Cavaillon ([Vaucluse](#)) de Serta «est en grève depuis ce matin», a indiqué le syndicaliste.

Le tribunal de commerce d'[Evreux](#) a mis en délibéré au 27 août sa décision sur une liquidation judiciaire ou une reprise de l'entreprise qui emploie 150 salariés en France, notamment à La Vaupalière et à Cavaillon. «La décision pourrait intervenir plus tard que prévu (...). Liquidation ou plan de cession, de toute façon on fera appel», a lâché le délégué CFDT. En renonçant à une menace de pollution chimique, les salariés avaient indiqué qu'il allaient «s'attaquer directement aux intérêts financiers des dirigeants actuels et des repreneurs potentiels».

Les salariés de Serta ne veulent pas des candidats actuels à la reprise de la société, dont certains sont d'anciens dirigeants et qui prévoient, selon la CFDT, de ne conserver que la moitié des effectifs. Serta ne compte plus aujourd'hui que 150 salariés, contre 250 en janvier avant un plan social qui avait suivi le placement de l'entreprise en redressement judiciaire en novembre 2008.

Leparisien.fr [avec l'AFP](#)

CRISE ÉCONOMIQUE : Vous avez-dit Madof?

"D'après le Fonds monétaire international, la dette publique au Japon devrait atteindre 217 % du PIB, fin 2009, et se rapprocher des situations d'endettement les plus graves qu'on ait jamais pu maîtriser : celles qu'a connues le Royaume-Uni en 1815 et en 1945."

Cela fait une dette de plus de 10. 000 Mds de dollars !

Quant aux EU...

[LesEchos.fr](#)



Passez vos ordres de bourse ...
Profitez des offres de nos partenaires [LesEchos.fr](#)

Les Etats-Unis vont relever leur prévision de déficit budgétaire

[22/08/09 - 09H37 - actualisé à 09:37:00]

9.000 milliards de dollars ... C'est la nouvelle prévision de déficit budgétaire cumulé des Etats-Unis sur 10 ans, qui circule à la Maison-Blanche.

Le Bureau du budget de la Maison-Blanche (OMB) va relever à 9.000 milliards de dollars sa prévision de déficit budgétaire cumulé des Etats-Unis sur dix ans, a indiqué vendredi à l'AFP un responsable gouvernemental américain.

Cette prévision pour la période 2010-2019 doit être rendue publique dans le rapport semi-annuel que l'OMB doit publier dans la semaine du 24 août, a indiqué un membre de cette administration sous le couvert de l'anonymat.

Cette nouvelle prévision sera bien supérieure à celle publiée en mai et prévoyant un déficit cumulé de l'Etat fédéral de 7,1 milliards de dollars à l'horizon 2019. Elle risque de nourrir les objections de l'opposition républicaine à la politique de hausse de la dépense publique mise en oeuvre par le gouvernement du président Barack Obama contre la crise.

Elle rejoint néanmoins celle déjà formulée par le Bureau du budget du Congrès (CBO), qui, sur la base du budget présenté par l'OMB en février, a évalué le déficit budgétaire cumulé pour les années 2010 à 2019 à 9,3 milliards de dollars.

M. Obama, qui a hérité du gouvernement républicain précédent de finances publiques dans un état catastrophique, s'est engagé à ramener le déficit budgétaire à environ 3% du produit intérieur brut du pays à la fin de son mandat (2013).

La dette publique des Etats-Unis (regroupant celle de l'Etat fédéral, des Etats fédérés et des collectivités locales) a passé le cap des 10.000 milliards de dollars en septembre. Selon le département du Trésor, elle dépassait 11.669 milliards de dollars fin juillet, soit environ 82% du PIB tel qu'il a été évalué dans les derniers chiffres publiés en juillet par le département du Commerce.

Le CBO prévoyait en mars que ce ratio soit atteint en 2019.

Les Echos (Source AFP)

Trois éclairages intéressants

1) La "reprise" des affaires devrait entraîner... une "rechute" !

Capital : Sur quoi se fonde votre pessimisme ?

Paul Jorion : Le léger redécollage de l'économie va révéler des problèmes qui restent pour l'instant sous le tapis, et entraîneront un nouveau plongeon. Dans l'immobilier, les maisons des ménages en difficulté n'ont pas encore toutes été remises sur le marché, ni même saisies. Je connais une femme aux Etats-Unis qui ne rembourse plus son prêt immobilier depuis 11 mois. En principe, il y a défaut de paiement dès trois mois et la saisie intervient au bout d'un an environ. Dans son cas, la banque ne se manifeste toujours pas : elle n'a en effet aucun intérêt à engager des frais de rénovation (les maisons saisies sont souvent très dégradées) pour revendre le bien au tiers de son prix d'achat initial. Mais dès que les affaires reprendront, on soldera ce genre de situations. Les investisseurs professionnels (hedge funds, sociétés de private equity...) sauteront sur la première occasion de revendre les maisons saisies qu'ils ont acquises, et cette arrivée massive de biens sur le marché maintiendra les prix au plus bas. Cet attentisme est à l'œuvre dans l'ensemble de l'économie. Regardez ce qui se passe en Bourse. Début juin, on a appris que le fonds souverain d'Abu Dhabi avait vendu 1,6 milliard d'actions de la Barclays, à la faveur de la reprise des cours. L'action a aussitôt perdu 14%. Sur la chaîne d'info financière Bloomberg, le journaliste qui annonçait la nouvelle a conclu : «Voilà donc à quoi aura servi le sursaut des marchés». Beaucoup d'acteurs économiques ont des choses à vendre et s'en débarrasseront dès que possible.

2) Bientôt la "faillite" d'États? Quand les taux d'intérêt vont remonter, le poids des dettes va devenir colossal!

est pas encore au stade de l'écurcement. Comme disent les Américains, «we are waiting for the second shoe to drop» (littéralement, on attend la chute de la deuxième chaussure), l'acte 2 de la crise. Je perçois déjà des signes inquiétants. Par exemple, la note attribuée par les agences spécialisées à la dette du Royaume Uni pourrait être dégradée. Cela aurait des conséquences énormes pour ce pays, mais cela montrerait aussi la vulnérabilité d'un Etat qui est au cœur de la finance mondiale.

3) Obama, fantôme de Wall Street...

Vous laissez entendre que le président Barack Obama aurait abdicé sa volonté de réformer la finance américaine ?

Paul Jorion. Il reste peut-être un espoir mais depuis l'arrivée de Barack Obama aux affaires, on a eu droit à de nombreux débats sur des propositions de loi encadrant les banques. Mais au moment du vote, il manque toujours des voix pour constituer une majorité. Des défections qui ne sont pas sans rapport avec les sommes importantes que Wall Street contribue aux caisses électorales des parlementaires américains – pratique parfaitement légale dans ce pays, il faut le souligner. Face à un candidat McCain très monté contre Wall Street, celle-ci a massivement soutenu Obama. Lorsqu'il a constitué son équipe, le nouveau président a choisi comme principal conseiller économique, Larry Summers, l'homme qui sous Clinton avait supprimé le Glass-Steagall Act. Mais le plus choquant est la manière dont le gouvernement a permis à certaines banques ayant passé avec succès un stress test – dont la presse a révélé que les résultats avaient été négociés entre l'Etat et ces banques elles-mêmes – de rembourser l'argent que l'Etat leur avait prêté et de se dégager ainsi du devoir de modération qui leur avait été imposé (Cf. page...). D'une certaine manière nous sommes dans la continuité de l'histoire américaine. Depuis l'affrontement Jefferson-Hamilton, à la fin du 18^e siècle, il est acquis que les milieux d'affaires dominent la politique des Etats-Unis, aussi bien extérieure qu'intérieure. On ne connaît qu'une seule exception : la période 1933-1941, sous Franklin Roosevelt.

PERTE

Mort de Pierre Samuel (né en 1921), grand mathématicien - géométrie algébrique - et militant politique (mai 68 puis "Survivre et vivre" à partir de 1970), compagnon d'Alexandre Grothendieck...

Le Monde :

Décédé le 23 août à Paris, Pierre Samuel était un mathématicien qui a donné au mouvement écologique français un fondement scientifique essentiel, notamment dans la lutte antinucléaire. Il était né le 12 septembre 1921 à Paris dans une famille d'enseignants. Des études brillantes le conduisirent à choisir les mathématiques et une carrière universitaire. Il entra à l'École normale supérieure en 1940, en suivit les cours à Grenoble, où une partie de l'école s'était repliée, et participa au mouvement de résistance dans un maquis de Savoie.

Après la guerre, il partit aux Etats-Unis, grâce à une bourse, et passa une thèse de mathématiques à Princeton en 1947. Revenu en France, il suivit une carrière de chercheur et d'enseignant, participant notamment au groupe Bourbaki de recherches mathématiques. A partir de 1960, il a enseigné à l'université d'Orsay. Lors des événements de mai 68, il prit position du côté des "gauchistes".

Un séjour à Harvard, en 1969 et 1970, allait faire virer son existence. Il y découvrit la question écologique, à laquelle, de retour en France, il allait consacrer la majeure partie de son énergie.

D'abord adhérent du mouvement *Survivre et vivre*, animé par son ami le mathématicien Alexandre Grothendieck, il le quitta, le trouvant trop extrémiste, pour rejoindre *Les Amis de la Terre* en 1973. Les scientifiques étaient encore rares à oser prendre parti pour l'écologie : Pierre Samuel n'a pas hésité à lui apporter le crédit de sa position et la vigueur de son intelligence, une richesse précieuse pour un mouvement vif et turbulent, mais alors immature. Ainsi, dans la lutte antinucléaire, il fonda, avec des collègues de l'université d'Orsay, une véritable contre-expertise du développement, que l'on peut juger irrationnel, de l'énergie nucléaire.

Pierre Samuel allait accompagner Les Amis de la Terre et l'écologie politique durant les années 1970 et 1980. Sa modestie ne saurait dissimuler son rôle important pour enraciner l'argumentation écologique dans un terrain scientifique.

12 septembre 1921: Naissance

1947: Thèse de mathématiques à Princeton

1969-1970: Séjour à Harvard

1973: Adhésion aux Amis de la Terre

23 août 2009 : Mort à Paris

Égalité '68

(site d'agitation politique)

<http://www.egalite68.fr>

egalite68@noos.fr / egalite68@numericable.fr

Pour s'abonner à la liste : expédier "subscribe" à "2009_request@egalite68.fr"

Pour envoyer un message directement à la liste (possibilité réservée aux inscrits), expédier à "2009@egalite68.fr"